

Québec: Des dizaines de milliers de personnes manifestent contre la hausse des frais de scolarité et la privatisation

Par [Keith Jones](#)

Mondialisation.ca, 25 août 2012

wsws.org 25 août 2012

Région : [Le Canada](#)

Thème: [Économie](#)

Analyses: [Le «Printemps érable», LE QUÉBEC](#)



Des dizaines de milliers d'étudiants et leurs sympathisants ont manifesté au centre-ville de Montréal mercredi dernier.

Des dizaines de milliers d'étudiants et leurs sympathisants ont manifesté au centre-ville de Montréal mercredi dernier pour protester contre la hausse des frais de scolarité universitaires du gouvernement provincial libéral et sa tentative de faire du principe réactionnaire d'«utilisateur-payeur» la nouvelle norme pour les services publics.

La manifestation fut organisée par l'association étudiante de la CLASSE et la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics, une coalition de syndicats et de groupes étudiants et communautaires.

La manifestation de masse de mercredi dernier était la 6e consécutive à être organisée, par la CLASSE, le 22 du mois. Cette pratique a été adoptée en mars dernier, lorsque les

étudiants ont organisé l'une des plus grandes manifestations de l'histoire du Québec, et a été confirmée le 22 mai, lorsque plus de 250.000 personnes sont sorties dans les rues pour s'opposer à la loi 78. Cette loi draconienne, qui avait été promulguée seulement cinq jours plus tôt, a criminalisé la grève étudiante et a imposé de sévères restrictions sur le droit de manifester, sur n'importe quelle question, n'importe où au Québec.

Avant la manifestation de mercredi, la grève étudiante de six mois s'était essouffée, même si la demande minimale des étudiants, l'annulation de la hausse des droits de scolarité, avait été ignorée.

Les syndicats ont systématiquement isolé les étudiants en grève, les laissant seuls affronter la menace des sanctions criminelles prévues par la loi 78 (maintenant la loi 12) et la violence policière. De plus, avec l'aide des associations étudiantes les plus étroitement liées à eux, la FECQ et la FEUQ, ils ont tenté de détourner les étudiants et le mouvement d'opposition plus large qui s'est soulevé contre la loi 78 derrière le Parti québécois (PQ) patronal.



La manifestation de masse de mercredi dernier était la 6e consécutive à être organisée le 22 du mois.

Quand la grève était à son plus fort au printemps dernier, la CLASSE avait encouragé la défiance de la loi 78 et avait envisagé brièvement la possibilité d'une «grève sociale», soit un mouvement de protestation plus grand avec quelques actions militantes limitées des travailleurs. Mais aussitôt que les syndicats ont indiqué qu'ils s'opposaient farouchement à tout ce qui pouvait s'apparenter à une grève politique et qu'ils allaient obéir à la loi 78 et la faire respecter, la direction de la CLASSE a abandonné toute discussion de la «grève sociale».

Durant les deux mois et demi qui ont suivi, la CLASSE s'est orientée de plus en plus vers la droite, élaborant toujours plus clairement sa perspective de protestation, axée sur le nationalisme québécois. Elle s'est opposée à un tournant vers la classe ouvrière et à une lutte pour lier la lutte des étudiants à un mouvement pancanadien de la classe ouvrière contre les programmes d'austérité des libéraux du Québec et de l'Ontario et du gouvernement fédéral conservateur.

Le virage à droite de la CLASSE est illustré par le fait qu'elle n'a fait aucune critique de l'opposition des syndicats à la «grève sociale» et par les déclarations répétées de ses porte-parole que la défaite des libéraux aux mains du PQ lors des élections provinciales du 4 septembre serait un gain, sinon, une victoire, pour les étudiants.

La forte participation à la manifestation de mercredi démontre que les jeunes et les travailleurs sont toujours aussi déterminés à s'opposer au gouvernement libéral et à son programme de droite et que, de plus en plus, des sentiments anti-patronat et anticapitalistes les animent.

Mais la CLASSE n'a pas daigné tirer les leçons politiques des six derniers mois de lutte. Au contraire, à voir la façon dont elle a organisé la manifestation de mercredi, il est clair qu'elle adopte une position de plus en plus nationaliste et qu'elle se rapproche des syndicats, qu'elle défend politiquement. Pendant ce temps, elle répète son slogan habituel : «Crions plus fort pour que personne ne nous ignore.»

Aucune des trois personnes qui se sont adressées à la foule mercredi n'a mentionné le Parti québécois, même si les sondages semblent indiquer que ce parti pourrait remporter la majorité relative des sièges et malgré l'énorme campagne des syndicats pour détourner l'opposition à Charest derrière l'autre parti traditionnel de l'élite dirigeante québécoise. Québec solidaire (QS), le parti de la «gauche» officielle, a aussi participé à cette campagne. Tout de suite après l'explosion d'opposition populaire à la loi 78, QS a proposé un pacte électoral au PQ et a affirmé qu'il accueillait la possibilité de collaborer avec un gouvernement minoritaire péquiste.

Jeanne Reynolds, porte-parole de la CLASSE, a condamné le fait que les partis politiques avaient bien peu parlé des étudiants et de l'éducation durant la campagne électorale. Elle a juré que le mouvement étudiant allait continuer et qu'il serait nécessaire pour faire pression sur les politiciens, peu importe le résultat des élections du 4 septembre.

Elle et deux autres oratrices ont dénoncé le néolibéralisme, mais pas le capitalisme, et ont entretenu l'illusion réactionnaire que l'assaut mené internationalement par la grande entreprise et ses représentants politiques sur les gains sociaux de la classe ouvrière est causé par l'avarice et non par la faillite historique du capitalisme. La conclusion qui émerge de cette évaluation est qu'il est possible, grâce à la protestation, de forcer l'élite à revenir aux politiques keynésiennes d'État-providence qu'elle a mises en oeuvre durant le boum économique d'après-guerre.

Il faut aussi noter que la CLASSE, pour la première fois, a invité une bureaucrate syndicale à venir parler lors d'une manifestation. Régine Laurent, présidente de la Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec (FIQ), a aussi dénoncé le néolibéralisme et, dans une exagération qui passait sous silence l'important soulèvement de la classe ouvrière des années 60 et 70, a félicité les étudiants pour avoir organisé le «plus grand mouvement social de l'histoire du Québec».

Rappelons que Laurent et la FIQ avaient, tout juste la veille, accueilli Pauline Marois dans leurs bureaux. Le but officiel de la rencontre était de discuter de la santé, mais c'était plutôt une tentative évidente d'accorder un soutien électoral au PQ. À la suite de la rencontre, la FIQ a publié un communiqué de presse dans lequel Laurent se disait «satisfaite» de sa rencontre «cordiale» avec Marois.

Des partisans du Parti de l'égalité socialiste et de l'Internationale étudiante sont intervenus à la manifestation pour encourager les étudiants et les travailleurs à tirer les leçons de la grève et surtout, reconnaître la nécessité d'une mobilisation de la classe ouvrière en tant que force politique indépendante et armée d'un programme socialiste et internationaliste. Plus d'un millier d'exemplaires de la déclaration «[Les leçons politiques de la grève étudiante au Québec](#)» ont été distribués.

Le World Socialist Web Site a interviewé des participants à la manifestation de mercredi.

Émilie Rondeau, une infirmière, a indiqué qu'elle espérait que la grève se poursuive après les élections. Rappelant les énormes coupes sociales que le PQ avait effectuées à son dernier mandat, elle a dit : « Je ne crois pas au PQ. À part la question de la souveraineté, je crois qu'ils sont pas mal pareils aux libéraux. Marois puis Charest, c'est du pareil au même.

«Les syndicats, a ajouté Émilie, ont étouffé la grève. Ils n'ont pas appuyé le mouvement. Je ne crois pas tellement aux gros syndicats.

«Mon employeur m'a dit, qu'en tant qu'infirmière, je ne devrais pas avoir le droit de porter le carré rouge. Porter le carré sur notre uniforme, c'est très sensible, il y a de l'intimidation.»

Simon, un étudiant en géographie à l'UQAM, a dit qu'il était déçu que la grève s'essouffle, mais il ne pouvait expliquer comment la situation en était arrivée là.

«Nous n'avons pas vraiment eu de gains. Je ne sais pas pourquoi nous sommes en trêve. Nous sommes en grève depuis six mois, je ne vois pas pourquoi on arrêterait maintenant.»

Simon a ajouté que «l'indépendance ne m'allume pas tant que ça. Ça serait plus facile de prendre des décisions à plus petite échelle, mais il resterait des conflits de classe. Les mêmes problèmes ne seraient qu'à une plus petite échelle.»

Article original paru le 24 août 2012

La source originale de cet article est wsws.org

Copyright © Keith Jones, wsws.org, 2012

Articles Par : [Keith Jones](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif.

Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca